

§ 4

Halfjaarlijks magazine over cliënt en advocatuur
Magazine semestriel sur les relations entre l'avocat et ses clients



AVOLINK

Advocatennetwerk
Réseau d'avocats
Rechtsanwälte-Netzwerk

COVER ART



Nick Ervinck is a famous Belgian sculptor with work in important public and private collections from Belgium to Japan. This is one of his famous 'guards' that incorporate our past and our future. The guard reflects the combination and cohabitation of many cultures.

Nick Ervinck



Avant-propos du président

Voorwoord van de voorzitter

Mr. Jan SWENNEN
PRÉSIDENT / VOORZITTER
AVOLINK

Votre avocat fait partie du réseau Avolink. Cela prouve que votre avocat donne une interprétation exacte aux divers défis auxquels notre profession est confrontée. Votre avocat regarde plus loin que les frontières provinciales et nationales.

Avolink défend une coopération professionnelle entre des cabinets d'avocats au niveau national et international. Lors du congrès national d'Avolink en France le 15 octobre 2017 une collaboration internationale était conclue entre Avolink Belgique, Avolink Pays-Bas, Avolink Allemagne et Avolink France. Notre réseau était la force vive de la création de ce réseau européen. Notre réseau utilisait en premier le nom Avolink. Les réseaux des autres pays ont repris notre nom suivie par la dénomination de leur pays. Avolink unit des avocats, coopère et constitue une unité digitale.

Les membres des réseaux se rencontrent lors d'un congrès international à Luxembourg, le 28 et le 29 septembre 2018. Un orateur de renom, M. Abdelha Tayeb, s'intéressera aux opportunités offertes par la digitalisation de notre profession en tant qu'avocat.

Avolink souhaite faciliter au mieux l'accès digital aux avocats. Les mois suivants un portal sera établi permettant au justiciable d'avoir un accès direct à différents cabinets qui font partie de notre réseau.

En totalité, Avolink Belgique regroupe plus de 100 avocats spécialisés. Leur connaissance est accessible à tout le monde. De cette manière vous avez, en tant que client, accès à un réseau hyperspécialisé que vous permet de bénéficier de la meilleure assistance juridique disponible au marché juridique.

Uw advocaat maakt deel uit van het netwerk Avolink. Dat bewijst dat uw advocaat een juiste invulling geeft aan de vele uitdagingen waarmee ons beroep kampt. Uw advocaat kijkt verder dan de provincie- en landsgrenzen.

Avolink staat voor professionele samenwerking tussen advocatenkantoren op nationaal en internationaal niveau. Op 15 oktober 2017 werd tijdens het nationaal congres van Avolink Frankrijk een internationaal samenwerkingsverband gesloten tussen Avolink België, Nederland, Duitsland en Frankrijk. Ons netwerk was de bezieler bij de totstandkoming van dit Europees netwerk. Ons netwerk nam als eerste de naam Avolink aan. De netwerken van de overige landen hebben onze naam overgenomen gevolgd door de benaming van hun land. Avolink verbindt advocaten, werkt samen en vormt digitaal een eenheid. De leden van de netwerken ontmoeten mekaar tijdens een internationaal congres te Luxemburg op 28 en 29 september 2018. Een key note spreker de heer Abdelha Tayeb blijft stilstaat bij de opportuniteiten die de digitalisering van het beroep van advocaat ons biedt.

Avolink wil de toegang naar de advocaat digitaal sterk faciliteren. De volgende maanden zal een portal worden opgezet waarbij de rechtszoekende rechtstreekse toegang krijgt tot de diverse kantoren die ons netwerk rijk is.

In totaal bestaat Avolink België uit meer dan 100 gespecialiseerde advocaten. Kun kennis is voor eenieder toegankelijk. Hierdoor heeft u als cliënt toegang tot een supergespecialiseerd netwerk van advocaten die u moet toelaten te genieten van de allerbeste juridische bijstand die op de juridische markt voorhanden is.



Interview

Mr. Jean-Paul NOESEN

Mr. Geert NAULAERTS

Tous les trois ans se déroule le congrès international d'Avolink Belgique, France, Allemagne et Pays Bas. Cette année, le congrès se tiendra du 28 au 30 septembre au Luxembourg et le privilège de son organisation revient à maître Jean-Paul Noesen. Nous en avons profité pour poser quelques questions à notre confrère luxembourgeois.

Quelles ont été vos motivations dans le choix de monsieur Abdelha TAYEB comme lecteur sur les risques et les opportunités de la digitalisation de la profession d'avocat ?

IL Y A DEUX PISTES DE RÉFLEXION

Première piste:

Quand on choisit un orateur pour une conférence, on réussit rarement à avoir la vedette du moment dans son domaine : cette personne est trop dans le feu de l'action pour donner des conférences.

On peut choisir soit un acteur important du passé, qui a maintenant le temps de parler de son parcours sur ce que les Américains appellent le lecture circuit, soit inviter quelqu'un qui a de bonnes chances de devenir la vedette du moment dans quelques années : lui sera disposé à sacrifier son temps pour se faire connaître.

Monsieur TAYEB correspond à la deuxième option, et je suis persuadé que d'ici quelques années, il sera un acteur important.

Deuxième piste:

C'est un lieu commun de dire que la digitalisation va bouleverser nos économies, c'est moins un lieu commun de dire à des avocats que les professions juridiques ne vont pas y échapper, que ce soit dans le recouvrement de grand volume, que ce soit dans le domaine de l'anti-blanchiment et de la compliance, ou que ce soit dans le domaine antagoniste de la protection des données : les professions juridiques vont aussi devoir traiter de plus en plus des masses de données de façon fiable, mais à bas coût.

Dans un domaine qui est tellement neuf qu'il n'y a pas encore de vétérans qui peuvent nous parler de leur parcours professionnel accompli, j'ai donc choisi quelqu'un qui a passé l'essentiel de sa carrière dans ce domaine émergent de la digitalisation en rapport avec les professions juridiques, et duquel on peut penser qu'il sera dans le rang des acteurs connus d'ici 5 ans.

Monsieur TAYEB correspond à la deuxième option, et je suis persuadé que d'ici quelques années, il sera un acteur important.

Pouvez-vous nous décrire votre parcours professionnel en quelques lignes?

A la fin de mes études de droit et de sciences économiques à une université belge, l'UCL pour être précis, j'hésitais entre une carrière d'avocat à Luxembourg, qui à l'époque, n'était pas le centre financier, culturel et commercial qu'il est aujourd'hui, loin de là, et une carrière de réviseur ou de fiscaliste à Bruxelles, en tablant davantage sur ma formation économique, chez les Big Four qui étaient à l'époque encore les Big Eight en voie de devenir les Big Seven.

Lors du premier entretien d'embauche en groupe, dirigée par un psychologue, celui-ci me dit de but en blanc qu'avec mon esprit qu'il jugeait sans doute un peu rebelle, j'étais un danger pour leur organisation, qu'il s'opposerait à mon engagement corps et âme, et que des gens comme moi devraient faire le barreau.

J'ai pris le message à cœur, et c'est ainsi que j'ai décidé de retourner à Luxembourg, et de faire le barreau.

J'ai été recruté rapidement par une étude généraliste à Luxembourg, les études d'affaires n'existaient pas encore à Luxembourg à l'époque, c'était un phénomène émergent. Les grandes études d'aujourd'hui étaient encore des entreprises familiales de moins de 10 personnes, les cabinets internationaux n'étaient pas encore installés à Luxembourg.

Peu de temps après la réussite de mon examen de fin de stage, j'ai ouvert mon étude.

A l'époque, le stagiaire avait le choix entre ouvrir son étude, rejoindre l'administration, ou une banque/compagnie d'assurance. Faire carrière dans une étude internationale ou d'affaires sans être membre de la famille dirigeante n'était pas encore une option possible. Elle ne s'ouvrira que 5 ans plus tard.

Dès lors, j'ai toujours travaillé à mon compte.

D'ailleurs, dans la suite, j'ai côtoyé des gens des Big quelque chose dans des dossiers fiscaux ou d'ingénierie financière pour constater que je n'aurais pas supporté leurs méthodes de travail et l'ambiance.

Je disais et j'écrivais ce que j'avais envie de dire, eux devaient se conformer au Manuel de Procédure de leur boîte, et l'imagination, la créativité, n'étaient pas appréciées.

Le psychologue avait bien raison à sa façon, je lui serai reconnaissant toute ma vie pour son conseil, même s'il semble avoir considéré le barreau comme une espèce de centre de recyclage pour fortes têtes.

Quels sont vos centres d'intérêt en dehors du travail?

La musique, et plus particulièrement , le chant choral, la moto ainsi que les activités corporelles, et plus particulièrement, la danse contemporaine, la capoeira , et la fitness pour pouvoir assumer ce programme.

Quand on a un travail essentiellement cérébral, mais non artistique , il faut se défouler, et quand on passe sa vie professionnelle dans le conflit, il faut se consacrer aux belles choses en dehors de la vie professionnelle.

Quelles sont les spécificités du Barreau de Luxembourg par rapport aux barreaux belges?

La majorité des membres du barreau de Luxembourg sont aujourd'hui des non-Luxembourgeois, au Jeune Barreau, le pourcentage d'étrangers doit être supérieur à 75 %. Ceci reflète une société où les Etrangers seront en majorité absolue d'ici 10 ans, et le sont déjà chez les jeunes.

Les connaissances linguistiques approfondies sont une condition de réussite, tout comme de bonnes connaissances en droit communautaire et en droit international privé, même dans les études de contentieux. Chez nous, beaucoup de dossiers correspondent à une situation transfrontalière, même les cas les plus anodins. Le Luxembourg ne vit pas sur une île, mais au milieu d'un carrefour.

Pouvez-vous nous donner quelques explications sur le titre « avocat à la Cour », quelles sont les conditions et avantages par exemple?

Le titre d'avocat à la Cour a pris la place du titre d'avocat-avoué, que la Belgique a supprimé avec l'introduction du Code Judiciaire, mais que nous avons conservé longtemps. C'est pourquoi le praticien belge a des difficultés à s'imaginer à quoi correspond ce titre, en Belgique, la notion a disparu en 69.

En fait, est Avocat à la Cour, tout Avocat qui a réussi l'examen de fin de stage, et le titre donne le droit de signer des conclusions dans les procédures écrites, y compris, au Luxembourg, le droit de signer des pourvois en cassation et des mémoires devant les juridictions administratives. Est donc avocat à la Cour, celui qui n'est plus stagiaire, et il est de plein droit avocat à la Cour de Cassation, et devant l'équivalent de ce qu'est en Belgique, le Conseil d'Etat.

Quels sont vos domaines préférentiels en tant qu'avocat?

Le droit de la construction, le droit administratif, le droit commercial, le contentieux fiscal, le droit du travail, le droit des sociétés, à vrai dire , il y a peu de domaines que je n'aime pas traiter.

Je ne touche pas aux brevets, matière trop particulière, et pour laquelle il faut être ingénieur plutôt que juriste.

Je m'offre le luxe d'une pluridisciplinarité qui est aujourd'hui malheureusement passée de mode. Tout le monde croit devoir se dire spécialiste en quelque chose , avec le danger de perdre la vision de l'ensemble. Comme un bon médecin, l'avocat doit avoir une vue holistique de la situation de contentieux à laquelle il est confronté.

Depuis quand êtes-vous membre d'Avolink (jusqu'à fin 2013: Belgavoka) et pour quelles raisons avez-vous rejoint ce réseau?

Je ne me souviens plus de la date exacte! Cela remonte à la fin des années '80 ! Je ne suis pas fondateur en ce sens que le groupe informel qui précédait l'actuelle GIE existait déjà lorsque je l'ai rejoint, mais depuis quelques mois seulement. J'avais été invité à rejoindre le groupe peu de temps après sa naissance par feu Maître Jean-Paul MICHEL du barreau d'Arlon, qui était un ami d'études depuis la faculté de Louvain-la-Neuve, et qui était mon correspondant au barreau d'Arlon et vice-versa.



Mr. Corné Spitters (Avolink The Netherlands) &
Mr. Harald Richter (Avolink Germany)

Existe-t-il des spécificités à être avocat au Luxembourg au sein du réseau?

7

Oui, il existe une spécificité, ce sont les tarifs ! Nous travaillons à Luxembourg dans un environnement de coûts professionnels (salaires, loyer) comme dans la vie privée (logement) comparable à la Suisse alémanique, donc, nous devons pratiquer des tarifs qui nous permettent non seulement de survivre, mais de vivre décemment dans une situation pareille. En même temps, au Luxembourg, il continue à y avoir du travail pour tout le monde, de sorte que nous ne sommes pas obligés de travailler au rabais. Il est parfois difficile, spécialement pour les clients belges et allemands, de le comprendre. Les avocats français pratiquent par contre des prix plus proches des nôtres.

Sur votre site web est indiqué « Consulat Honoraire de la République du Guatemala », pourriez-vous nous en expliquer la raison et quelles ont été vos motivations?

Mon prédécesseur en tant que Consul s'est retiré de ses fonctions pour des raisons de santé en 2004. Mon épouse et moi avons adopté un fils au Guatemala en 1996, deux ans après avoir adopté une fille au Pérou.

L'ambassadeur de la République du Guatemala pour la Belgique et le Luxembourg de l'époque, Monsieur Edmond MULET, qui occupera dans la suite des positions importantes à l'ONU, voulait un candidat qui n'était pas tellement motivé par l'attrait du titre et du prestige social qui en découle, mais qui avait un lien personnel avec le Guatemala et l'Amérique Latine, qui avait des notions d'espagnol, et qui travaillait dans un métier juridique, puisque la mission principale d'un consul honoraire est de venir en aide à des citoyens guatémaltèques en difficulté sur le territoire du consul, en l'espèce le Luxembourg.

C'est ainsi que mon prédécesseur m'a proposé, et que j'ai été nommé.

Concurrentie door één van mijn vennoten: mag dat zomaar?

Mr. Pieter WAUMAN

TRUYENS ADVOCATEN

Wanneer u samen met één of meerdere vennoten in een NV, BVBA, CVBA zit, dan wil u waarschijnlijk niet dat één van uw medevennoten de onderneming concurrentie aandoet.

Hoe kan u dit vermijden? Bestaat er überhaupt een verbod op concurrentie tussen vennoten?

Welke preventieve maatregelen kan u nemen?

En wanneer kan u zich op het verbod op oneerlijke concurrentie beroepen?

Hoe kan een verboden concurrerende activiteit tenslotte worden gesanctioneerd?

“ Wettelijke niet-concurrentie? ”

Er wordt algemeen aanvaard dat een aandeelhouder of vennoot in een kapitaalvennootschap (de naamloze vennootschap en de commanditaire vennootschap op aandelen) niet gebonden is door een concurrentieverbod ten aanzien van de vennootschap waarvan hij aandeelhouder of vennoot is. Dit principe is evenwel reeds vaak bekritiseerd. In een familiale NV werd reeds aanvaard dat de uitvoering te goeder trouw van de vennootschapsovereenkomst een verplichting inhoudt voor de aandeelhouders om zich te onthouden van concurrerende activiteiten gedurende de samenwerking. In deze optiek zou er dus in meer besloten vennootschappen een impliciet concurrentieverbod bestaan tussen de vennoten. Weet dat dergelijk standpunt risicovol is en dat u dus beter expliciete afspraken maakt.

Een specifiek geval ontstaat wanneer een vennoot zijn handelsfonds in de vennootschap heeft ingebracht. In dat geval mag hij de vennootschap geen concurrentie aandoen.

“ Preventieve maatregelen - aandeelhoudersovereenkomst ”

Voorafgaande goede afspraken maken goede vrienden. Vooral in een vennootschap stapt doet u er goed aan om expliciete afspraken te maken omtrent de mogelijkheid voor de vennoten om al dan niet een concurrerende activiteit uit te oefenen. Wanneer u immers met één of meerdere vennoten

aan een (nieuw) avontuur begint, wil u niet dat één of meerdere van deze vennoten na verloop van tijd het handelsfonds van de vennootschap in waarde doen verminderen door de onderneming concurrentie aan te doen en klanten af te werven. Meestal betekent dit immers het einde van de goede verstandhouding en soms zelfs van de vennootschap.

Zowel bij de oprichting van een nieuwe vennootschap als bij een intrede in een bestaande vennootschap (bv. door overname van aandelen of n.a.v. een kapitaalsverhoging) kan u afspraken maken tussen aandeelhouders onder de vorm van een aandeelhoudersovereenkomst. Naast afspraken over o.a. het bestuur en het dividendbeleid maakt u ook best afspraken rond een concurrentieverbod. In het algemeen mag een concurrentieverbod er niet toe leiden dat de mogelijkheid van de andere partij om behoorlijk in zijn levensonderhoud te voorzien ernstig in gevaar wordt gebracht. Ook moet degene die zich op het concurrentieverbod beroept een 'wettig' (rechtmatig) belang kunnen invoeren. Onthoud concreet dat een concurrentieverbod in principe op drie vlakken beperkt moet zijn: (1) in tijd (tegenwoordig is 3 à 5 jaar ongeveer het maximum), (2) territoriaal (beperk de werking van de clausule tot het territorium waarop de onderneming actief is) en (3) qua activiteiten (bv. verkoop van bouwmaterialen aan groothandel of optreden als tussenpersoon in de kledingindustrie).

Het is betwistbaar of een (conventioneel) concurrentieverbod gedurende de volledige duur van uw aandeelhouderschap (plus, in de meeste gevallen, bv. drie jaar na de beëindiging daarvan) toegelaten is – indien u immers 15 jaar aandeelhouder blijft, dan duurt uw concurrentieverbod 18 jaar... Dergelijk lange duur wordt in de huidige stand van de rechtspraak quasi altijd als te

lang beschouwd. Vroeger diende de rechter dergelijke clause dan nietig te verklaren. Sedert de cassatierechtspraak van 23 januari 2015 kan de rechter de duur van het beding beperken tot wat volgens hem is toegelaten mits de overeenkomst een dergelijk matigingsbeding bevat.

instellingen kunnen “genieten” van hoofdstuk IX titel XI van de faillissementswet in de Verenigde Staten (cijfers tot 2012).

“ Oneerlijke concurrentie? ”

Een medevennoot maakt zich schuldig aan oneerlijke concurrentie wanneer die de vennootschap concurrentie aandoet en dit gepaard gaat met ‘oneerlijke’ begeleidende omstandigheden, bijvoorbeeld wanneer hij de vennootschap slecht maakt bij de klanten, of wanneer hij de klanten van de vennootschap aanschrijft op basis van lijsten die hij heeft meegenomen bij zijn vertrek, of nog wanneer hij een verwante naam, logo, reclame-campagne, ... gebruikt als de vennootschap die verwarring kan scheppen. Oneerlijke concurrentie is altijd verboden.

“ Sancties bij overtreding ”

Geschillenregeling (uitsluiting en uittreding).

Concurrentie door een medevennoot, zelfs al is die niet expliciet verboden, kan een gegronde reden uitmaken. Doet een medevennoot de vennootschap concurrentie dus aan dan kan u (in een BVBA en een NV) vorderen dat hij als aandeelhouder uit de vennootschap wordt uitgesloten, dit wil zeggen dat hij verplicht zijn aandelen aan u moet overdragen tegen betaling van een bepaalde prijs (hetzij de prijs die u statutair of

in een aandeelhoudersovereenkomst heeft voorzien; hetzij de prijs die de rechtbank zal vastleggen). Wanneer u de uitsluiting vordert, dient u wel minstens 30% van de aandelen te bezitten. U kan als alternatief ook vragen dat de medevennoot die u concurrentie aandoet uw aandelen verplicht moet overnemen (vordering tot uittreding) indien van u redelijkerwijze niet meer kan verwacht worden dat u aandeelhouder blijft (bv. omdat de vennootschap dermate grote schade ondervindt dat zij voor u geen of een veel beperktere waarde heeft). Voorzie in uw statuten steeds een uitdrukkelijke prijsbepalingsclausule die specifiek is voor het geval van uitsluitings- of uittredingsprocedure. Let wel: sommige rechtbanken leggen dergelijke clauses naast zich neer en bepalen zélf de prijs van de aandelen, al dan niet na advies van een gerechtsdeskundige.

Stakingsvordering. Doet een medevennoot u onrechtmatig of oneerlijke concurrentie aan, dan kan u deze concurrentie laten stilleggen, door de Voorzitter van de bevoegde rechtbank, en dit op straffe van een dwangsom per overtreding of per dag dat de concurrentie blijft voortduren. Een schadevergoeding vorderen is evenwel niet mogelijk in deze procedure.

Schadevergoeding. Naast een eventuele vordering (zoals) in kortgeding kan u, indien uw vennootschap effectief schade heeft geleden, ook een vordering tot betaling van een schadevergoeding stellen. Wanneer u een expliciet niet-concurrentiebeding kan invoeren (bv. uit de statuten of de aandeelhoudersovereenkomst) en deze clausule in een forfaitaire schadevergoeding voorziet, dient u in principe uw schade niet te bewijzen en kan u eenvoudigweg het voorziene bedrag vorderen. Heeft u geen dergelijke clausule, dan zal u de schade aan de vennootschap moeten bewijzen (verlies van winstmarge, imagoschade, ...). Dit is vaak veel moeilijker zodat u er best aan doet steeds een forfaitair schadebeding te voorzien.



THE COOPERATION AGREEMENT AVOLINK INTERNATIONAL LYON, 14 October 2017



Between:

AVOLINK BELGIUM

AVOLINK GERMANY

AVOLINK FRANCE

AVOLINK THE NETHERLANDS

Purpose

AVOLINK is a network of lawyers, represented in Belgium, Grand Duchy of Luxembourg, France, Germany and the Netherlands.

The parties agree to cooperate together using the name of AVOLINK in an open and professional way.

The network has the following objectives : improvement of clientele services, exchange of experience in specific areas of law, continuous retraining, communication on interesting legal information through a newsletter and the website and an innovative, dynamic and clear cooperation in the interest of the clients.

The joint experience of our members and their commitment to enhance the professional skills of all who work for them, allows them to achieve excellence. This excellence will be used in the advantage of the interest of the clients.

Structure

The Parties have the intention to ensure a smooth cooperation on the basis of personal contacts between the members. They have a strong believe in mutual collaboration based on trust, honesty and collegiality. Therefore, no super structure will be established nor is needed.

Trust
Honesty
Collegiality



Suscribing parties
Gabriëlle Eisenscher (Avolink France) - Frank Koningsveld (Avolink The Netherlands) - Norbert Berger (Avolink Germany)
- Jan Swennen (Avolink Belgium) - Theo De Beir (Avolink International)

Nieuwe Insolventiewet

Mr. Eddy VAN CAMP en Mr. Ilse MERTENS

EVC ADVOCATEN

De wet op de faillissementen en de wet op de continuïteit van ondernemingen zijn opgevangen door een nieuwe globale insolventiewet die is ingebracht in het wetboek economisch recht (WER).

En het ziet er allemaal een stuk anders uit.

Papieren dossiers en stukken worden vervangen door een digitaal platform genaamd “Regsol” en alle acteurs in het insolventiegebeuren worden verplicht daarvan gebruik te maken, zowel voor de aangifte van faillissement als voor de aangifte van schuldvorderingen en het raadplegen van het insolventiedossier. Taken van de griffie worden doorgeschoven naar de curatoren die evenzo voor hun verslagen en vast te leggen data daarop zijn aangewezen.

Niet iedereen heeft dezelfde machtiging om inzage te verkrijgen. Gebruikelijk zal toelating dienen gevraagd aan de toeziende rechter.

Het speelveld wordt vergroot. Vergeet begrippen als handelaar of koopman. Naast de rechtspersonen worden zij evenzo ondernemers en dat geldt ook voor de vrije beroepen als dokters, apothekers, architecten, tandartsen en u noemt het maar. Allen vatbaar voor de toepassingen van de insolventiewet. Weze het met bijzondere aandacht voor hun bijzondere deontologie en het beroepsgeheim.

En al evenzo viseert de wet de VZW en de feitelijke verenigingen van allerlei aard. Publieke sector uitgezonderd.

Jeugdverenigingen en de plaatselijke voetbalclub zijn best waakzaam voor wat hun activiteiten betreffen.

De rechtbank van koophandel heet nu “insolventierechtbank” en de bijzonder kamer die de ondernemingen opvolgt heet voortaan “kamer voor ondernemingen in moeilijkheden”. Daarin wordt de informatieverzameling verfijnd: meerdere en diverse instanties dienen deze kamer iedere bedreiging voor de continuïteit van de onderneming te melden.

Natuurlijk de RSZ en BTW maar ook de sociale verzekeringskas voor zelfstandigen. Wie de bijdragen niet tijdig betaald zet zich in de schijnwerper.

Verstekvonnissen of vonnissen waarbij de hoofdsommen niet worden betwist worden meegedeeld evenals verbrekingen van

handelshuren. Daarenboven worden de onderzoeksmogelijkheden van deze kamers uitgebreid en rechters-verslaggever mogen iedereen ondervragen die inzake de continuïteit van de onderneming informatie kan verschaffen.

Externe accountants, boekhouders, fiscalisten en bedrijfsrevisoren dienen hun onderneming schriftelijk te waarschuwen voor dreigende discontinuïteit op termijn. De ondernemers dienen zich binnen de maand te verantwoorden en gepaste maatregelen te doen kennen. Deze cijferberoepen kunnen, met vrijstelling van het beroepsgeheim, daarover de rechtbank informeren. Niet geheel nieuw, maar wel vernieuwend ook inzake verantwoordelijkheden.

Waarom deze “big brother” benadering? Vastgesteld diende inderdaad dat de vroegere wet op de continuïteit van de ondernemingen, ook na de wetwijziging in 2013 niet tot gevolg had dat de ondernemers tijdig op komende dreigingen reageerden. De mogelijkheden die deze wet voorziet om faillissement vooralsnog te vermijden werden pas ingeroepen als de continuïteit al verstoord was. Door nader gecontroleerd toezicht hoopt de wetgever tijdig te kunnen ingrijpen voor het eigen belang van de onderneming en deze van de schuldeisers. Het college van rechters in de kamers van ondernemingen in moeilijkheden zal de voorzitter van de insolventierechtbank verslag doen op basis waarvan gebruikelijk insolventiemandatarissen worden aangesteld om als bemiddelaars de onderneming bij te staan, maar evenzo om indien nodig, het beheer over te nemen in zijn geheel of voor bepaalde onderdelen. Daarin begrepen de bewaring van de activa en, natuurlijk, de bestrijding van fraude.

Tenslotte besteedt de nieuwe wet aandacht aan de coördinatie van de Belgische wetgeving met de Europese regelgeving. Insolventie is duidelijk geen uitsluitend nationaal gebeuren meer. Integendeel.

Een cliëntengetuigenis: J. CORTES CIGARS

In 1926 startte Maurits Vandermarliere met het maken van sigaren op zijn zolder in het West-Vlaamse Heestert. De zolder werd te klein en tien jaar later was de eerste sigarenfabriek van het geslacht Vandermarliere een feit.

De volgende generatie breidde de activiteit uit. Door de verwerving van twee sigarenbedrijven werd zij eigenaar van het gekende merk CORTES.

Onder leiding van Guido Vandermarliere werd het bedrijf een wereldspeler met meer dan 2000 werknemers en sigaren die wereldwijd gesavouereerd worden.



Groei en ondernemerschap zit in de genen van de Vandermarlieres. Frederik (zoon van Guido en derde generatie) zorgt voor de fusie met het gekende merk van handgerolde sigaren: Oliva Cigars.

Anderzijds is er de steeds strenger wordende wetgeving. De wetgever maakt weinig onderscheid tussen sigaretten en sigaren, tabak is tabak. Nochtans betreft het hier twee onderscheiden producten die ook op een andere manier gebruikt worden. Dit brengt met zich mee dat juridische bijstand een evidente noodzaak is.

Frederik Vandermarliere (CEO J. Cortes Cigars):

“wij werken graag samen met het kantoor LEYSEN & VANBELLE. Ook deze samenwerking is al van twee generaties. We verwachten niet dat Jan Leysen en zijn team alles kunnen oplossen maar rekenen er wel op dat zij ons bij de juiste mensen brengen.”

Jan Leysen:

“als je voor een bedrijf als J. Cortes Cigars wil werken, moet je een stevig en betrouwbaar netwerk hebben. Dit zowel in binnen- als buitenland. Onlangs hadden we bijstand nodig in Frankrijk (zeer strikt in tabakswetgeving). Ik was blij dat ik in een contractuele aangelegenheid kon rekenen op onze AVOLINK-partner Philippe TACK uit Rijsel. Voor een gerechtelijk geschil in Parijs deden we beroep op onze AVOLINKER ter plaatse: Michel ABELLO.”

Serge Ponet (legal J. Cortes Cigars):

“De samenwerking met de Franse kantoren loopt vlot. De band die er is tussen Jan Leysen en zijn internationale collega's maakt samenwerking gemakkelijk. Meteen weet men ook dat wij kwaliteit verwachten.”

Jan Leysen:

“als je voor degelijke topper mag werken, moet je ook internationaal op de besten kunnen rekenen. AVOLINK en het internationale netwerk, geeft mij die kans. Ik ben fier dat ik voor CORTES mag optreden en dat ik tot AVOLINK behoor.”





Mijn gemeente op het strafbankje

Mr. Jan LEYSEN

LEYSEN & VANBELLE PUURADVOCATUUR

In volle vakantieperiode (20 juli 2018) verscheen een nieuwe Strafwet van nauwelijks 4 artikelen. Het belang ervan zou wel eens omgekeerd evenredig met de lengte kunnen zijn.

In 1999 heeft de wetgever rechtspersonen strafrechtelijk sanctioneerbaar gemaakt. Een regel die meteen succes kende. Bij milieumisdrijven, fiscale misdrijven, namaakzaken, sociale strafzaken enzovoort, zou voortaan niet alleen de verantwoordelijke persoon maar ook de vennootschap op het strafbankje terecht komen.

De meeste publiekrechtelijke rechtspersonen (gemeenten, gewesten, de federale Staat,...) bleven hiervan uitgesloten. Dit had het neveneffect dat men probeerde een burgemeester of schepenen te vervolgen omdat een put in de weg een dodelijke val had veroorzaakt. Dat een persoon omwille van zijn functie voor de strafrechter diende te verschijnen, wrong met het rechtvaardigheidsgevoel. Ook politieke tegenstanders konden zo persoonlijk gevisieerd worden.

Het is dan ook billijk dat aan die situatie een einde is gesteld. De overheden kunnen nu strafrechtelijk veroordeeld worden indien (1) het misdrijf een intrinsiek verband heeft met de verwezenlijking van het doel van de rechtspersoon of (2) de waarneming van zijn belangen of (3) de strafbare feiten zijn voor rekening van de rechtspersoon gepleegd.

Deze strafbaarstelling sluit niet uit dat de natuurlijke persoon die (mede)dader is van het feit ook gestraft wordt. Opvallend is dat t.a.v. de overheid er slechts één sanctie mogelijk is, nl. de loutere schuldigverklaring. De financiële gevolgen zullen zich dan ook op burgerlijk vlak situeren. Het grote voordeel voor de slachtoffers van misdrijven is dat zij de bewijsgaring door het strafonderzoek kunnen laten voeren en niet langer alleen de bewijslast hebben.

Opvallend, tot slot, is dat de Wet expliciet voorziet in een evaluatie van de wetswijziging binnen een termijn van drie jaar. Wordt dus ongetwijfeld vervolgd...



De l'illégalité de l'opposition des communes à l'inscription provisoire dans les registres de la population et au maintien dans les lieux d'occupants permanents d'immeubles situés en zone de loisir.

Séverine LEFÈVRE

C'est l'histoire de personnes économiquement vulnérables qui ont l'opportunité d'acquérir un bien immobilier, certes modeste, mais qui symbolise la concrétisation d'un projet, le symbole de leur réussite d'autonomie, de stabilité et de sécurité du patrimoine et du logement.

L'acte d'acquisition mentionne bien que le bien est décrit comme « une maison de vacances » ou qu'il est situé en « zone de loisir » ou encore qu'« aucune garantie n'est donnée quant à la possibilité de se domicilier dans le bien acquis ». . . Qu'importe dès lors que d'autres alentours y vivent de manière permanente.

La crémaillère pendue, les heureux propriétaires se rendent auprès de l'administration communale afin de solliciter leur domiciliation en leur nouveau logement.

C'est alors qu'ils reçoivent un refus de domiciliation au motif que le bien ne se situe pas en zone d'habitat permanent, mais à l'intérieur d'une zone de loisir et donc à affectation touristique exclusive selon le plan de secteur.

17

La commune argue de l'article 154.4° du CWATUPE – depuis le 01 juin 2017 de l'article D.VII.1.§1, 4° du CoDT (lesquels pénalisent les infractions aux dispositions du plan de secteur) pour refuser de domicilier les propriétaires ; estimant qu'à défaut elle participerait à la commission d'une infraction pénale.

Selon la Loi du 19 juillet 1991 et surtout l'arrêté royal du 16 juillet 1992 (tous deux relatifs aux registres de la population), il ne peut cependant y avoir d'opposition à une inscription à titre de résidence principale dans les registres de la population. En effet, la résidence principale est une simple situation de fait ou l'existence d'un séjour effectif dans la commune durant la plus grande partie de l'année que le registre de la population ne fait que constater.

Face à cette évidence, devant le Tribunal, la commune consent finalement à l'inscription...provisoire tout en demandant parallèlement au Tribunal d'ordonner la cessation de l'occupation abusive des lieux pour habitation permanente infractionnelle (soit une autorisation d'expulsion), tandis que le propriétaire demande pour sa part reconventionnellement son inscription définitive.

La Commune se trouvant en défaut de respecter la procédure jalonnée de brefs délais, l'inscription définitive est accordée par le Tribunal, celui-ci rappelant toutefois que cette inscription ne signifie pas la légalisation de la situation ni l'exonération pour les propriétaires de leur responsabilité pénale.

Examinant alors en dernier lieu la demande de cessation de l'occupation dénoncée comme infractionnelle, le Tribunal relève que l'article D.VII.1.§14° du CoDT tranche une ancienne controverse en ce sens qu'il est désormais expressément précisé que la non-conformité aux prescriptions des plans de secteur ou normes d'urbanisme ne constitue pas une infraction si les actes sont exonérés de permis ; ce qui revient à la dépenalisation de situations semblables à la présente et ce avec application immédiate au 01 juin 2017. C'est avec soulagement que les propriétaires de logements ainsi situés se retrouveront enfin définitivement régularisés.



Avolink leden Membres d'Avolink

ANTWERPEN

EVC ADVOCATEN

Eddy Van Camp
Molenstraat 52-54
2018 Antwerpen
T 03 241 05 41
F 03 241 05 40
advocaten@evclaw.com
www.evclaw.com

ARLON & NEUFCHATEAU

LEFEVRE, LEPAGE & VAN DAELE

Séverine Lefèvre
Grand rue 13
6760 Virton
T 063 58 86 90
F 063 58 86 94
severine.lefevre@skynet.be
www.avocat-lefevre.be

BRUGGE

ADVOBRU

Johan Persyn
Zwijnsstraat 3
8000 Brugge
T 050 38 05 05
F 050 34 05 19
johan.persyn@advobru.be
www.advobru.be

BRUSSELS

AGREMENTOR

Theo De Beir
Avenue Winston Churchillaan 51
1180 Brussels
T 02 340 24 00
F 02 343 83 03
tdb@agreementor.eu
www.agreementor.eu

CHARLEROI

PANAYOTOU & PARTNERS

Carl Panayotou
Rue du Rosaire 9
6041 Gosselies
T 071/30 71 09
F 071/30 17 41
avocat@panayotou.be

DENDERMONDE

TRUYENS ADVOCATEN

Pieter Wauman
Vijfstraten 57-59
9100 Sint-Niklaas
T 03 777 27 27
F 03 778 07 07
pieter.wauman@truyensadvocaten.be
www.truyensadvocaten.be

EUPEN

ZIANS & HAAS

Guido Zians
Aachener Strasse 76
4780 St-Vith
T 080 280 900
F 080 22 90 17
guido.zians@zians-haas.be
www.zians-haas.be

G.D. LUXEMBOURG

CABINET D'AVOCATS NOESEN

Jean-Paul Noesen
1, Rue du Saint Esprit, Bloc A
L-1475 Luxembourg
T 00352 27 47 020
F 00352 27 47 0210
info@noesen.lu
www.noesen.lu

GENT

ADVOGENT

Laurent Balcaen
Gebr. Vandeveldestraat 99
9000 Gent
T 09 223 41 46
F 09 223 95 22
laurent.balcaen@advogent.be
www.advogent.be

HASSELT

GEVACO ADVOCATEN

Jan Swennen
Paalsesteenweg 81
3580 Beringen
T 011 42 53 00
F 011 42 05 38
jan.swennen@gevaco.be
www.gevaco.be

HUY

J.M.D. AVOCATS

Marie-Noëlle Mottard
Rue de Vieux Remparts 41a
4280 Hannut
T 019 51 40 30
F 019 51 37 80
info@jmd-avocats.be

KORTRIJK

LEYSEN & VANBELLE PUURADVOCATUUR

Jan Leysen
Koning Leopold I-straat 19
T 056 22 62 50
Fax 056 21 94 96
info@puuradvocatuur.be
www.puuradvocatuur.be

**LEUVEN****VANDEBROECK-DE RIECK-
VERSTRAETEN**

Chris Vandebroeck
Vaartstraat 68-70
3000 leuven
T 016 30 14 40
F 016 30 14 44
info@advocaten-leuven.be

OUDENAARDE**OVDB ADVOCATUUR**

Jan Opsommer
Gentstraat 152
9700 Oudenaarde
T 055 31 17 70
F 055 31 17 31
jan.opsommer@ovdb.be
www.ovdb.be

TURNHOUT**DEVOS & VAN DEN EYNDE**

Geert Naulaerts
Diestseweg 155
2440 Geel
T 014 58 55 18
F 014 58 55 09
geert@devosvde-law.be
www.devosvde-law.be

LIÈGE**DEWEZ, GREGOIRE
& RUWET**

Jean-Luc Dewez
rue des Remparts 6 bte D2
4600 Visé
T 04 379 37 12
F 04 379 08 99
Jldewez@avocat.be

TONGEREN**KANTOOR DRIESSEN**

Michèle Driessen
Sint-Catharinastraat 54
3700 Tongeren
T 012 23 13 68
F 012 23 56 51
michele.driessen@driessen.be
www.driessen.be

VERVIERS**CABINET COLLIN**

Stephane Collin
rue du Palais 34
4800 Verviers
T 087 29 23 95
F 087 29 23 99
s.collin3@avocat.be

MECHELEN**MAHLA**

Nathalie Borremans
Drabstraat 10
2800 Mechelen
T 015 20 80 80
F 015 20 05 92
info@mahla.be
nathalie.borremans@mahla.be
www.mahla.be

TOURNAI**CABINET LAVENS**

Mathieu Lavens
Avenue de Maire 8
7500 Tournai
T 069 22 31 21
F 069 57 72 22
mathieu@avocat-lavens.be

VEURNE**LAGROU ADVOCATEN**

Joris Lagrou
Ijzerlaan 40
8600 Diksmuide
T 051 50 06 93
F 051 50 12 83
lagrou.advocaten@skynet.be

NAMUR**CABINET DARMONT**

Benoit Darmont
Chaussee de Charleroi 164
5070 Vitrival
T 071 74 38 80
F 071 74 36 44
avocat.darmont@skynet.be





Advocatennetwerk
Réseau d'avocats
Rechtsanwälte-Netzwerk

www.avolink.be

In samenwerking met / En collaboration avec / In Partnerschaft mit:



Avolink France
www.francavoka.fr



Avolink Netherlands
www.huisadvocaten.nl



Avolink Germany
www.advogate.com